



LES CAHIERS DE RECHERCHE

**Situation économique  
des ménages et crise  
sanitaire :  
une majorité préservée  
mais des écarts qui  
se creusent**



**Caisse  
des Dépôts**  
GROUPE



**Caisse  
des Dépôts**  
GROUPE

## **Institut pour la recherche**

*L'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts soutient des projets de recherche s'inscrivant dans les champs d'intervention et les missions de la Caisse des Dépôts.*

*Son rôle est de favoriser la recherche dans les domaines liés aux activités de la Caisse des Dépôts, sur des thématiques variées telles que l'épargne, la finance long terme, le développement économique des territoires, la transition énergétique et écologique, les impacts du vieillissement, etc.*



## Dans l'ensemble, un choc absorbé pour une majorité de la population

Les indicateurs pour rendre compte de la situation économique moyenne sont nombreux et nous n'en proposerons pas ici un panorama exhaustif. Rappelons toutefois en quelques mots que, d'un point de vue macro-économique, le choc inédit de la pandémie et des mesures d'endiguement sur l'économie du pays semble avoir **quasiment été absorbé** deux ans après le début de l'arrivée du virus couronné. Selon l'Insee, après une baisse sans précédent de 8.3% du PIB<sup>2</sup> en 2020 (à titre de comparaison la chute du PIB avait été de 2,9% lors de la crise des subprimes en 2009, -0.6% en 1993 et -1% en 1975), le Produit Intérieur Brut revient quasiment à son niveau d'avant-crise (-0,1 % par rapport au quatrième trimestre 2019)<sup>3</sup>. La production totale revient aussi quasiment à son niveau de 2019 (-0,2 % en écart au T4 2019), la consommation des ménages fait de même (-0,9 % en écart au T4 2019). L'investissement est même supérieur à celui mesuré en 2019 (+1,4 % en écart au T4 2019).

**Les indicateurs économiques concernant les ménages convergent aussi vers un retour à la « normale ».** Le taux de **pauvreté**, mesurant la proportion de la population se situant en deçà de 60% de revenu médian, se maintient à 14,6%<sup>4</sup>. La Banque de France signale même une **baisse des dépôts de dossiers de sur-endettement** entre 2019 et 2020 (-24%)<sup>5</sup>. Les travaux de l'Insee à partir des données bancaires de La Banque Postale (disponibles plus rapidement que les données fiscales, et intégrant une vision plus large : économie informelle, dépenses, mais portant sur des foyers un peu plus âgés et plus modestes que la moyenne) montrent une **diminution des découverts bancaires**<sup>6</sup>. Le Conseil d'Analyse Economique<sup>7</sup>, à partir des données du Crédit Mutuel, indique aussi une baisse de différents indicateurs de précarité bancaire entre décembre 2019 et 2020 (moins de comptes courants dans le rouge, moins de dépassements de découvert autorisés, moins de rejets de prélèvement, et moins de ménages ayant connu des mouvements débiteurs déclenchant la commission d'intervention).

**L'épargne financière** des ménages (la somme des placements financiers de laquelle on retire la somme des crédits bancaires) a progressé, selon la Banque de France<sup>8</sup>, de 183,9 milliards entre 2019 et 2020 et de 117,3 milliards en cumul de janvier à octobre 2021. La progression était avant la crise +67.5 milliards d'euros entre 2018 et 2019. L'enquête CAMME de l'Insee<sup>9</sup> révèle qu'en mars 2021, **44 % des ménages déclarent mettre de l'argent de côté, soit 4 points de plus** qu'un an auparavant. La part des ménages déclarant mettre de l'argent de côté a surtout augmenté durant le premier confinement, baissé de manière modérée jusqu'en décembre puis augmenté faiblement depuis le début de l'année 2021.

Sur le front de **l'emploi**, alors que le **chômage partiel** avait concerné 8,4 millions de salariés en avril 2020, soit un quart de l'emploi total, le nombre est de 379 000 en novembre 21 selon la DARES, enquête Acemo-Covid-19.

Le **taux de chômage** oscille fin 2021 entre 8,0% et 8,1% soit un taux identique à celui du 4<sup>ème</sup> trimestre 2019<sup>11</sup>. Avec les différents mécanismes de soutien, le nombre de **faillites d'entreprises a même été divisé par deux** (2102 entreprises en faillite en novembre 2021 contre 4108 en novembre 2019).

Finalement, malgré une production et une consommation en net repli, le revenu disponible de l'ensemble des ménages a augmenté de 1,0 % et le pouvoir d'achat par unité de consommation est resté stable.<sup>12</sup>

Il faut dire que des dispositifs de **soutien ont été mis en place dans des proportions exceptionnelles** : aides financières, chômage partiel, report de cotisations, mécanismes de soutien pour certains secteurs, aides exceptionnelles fléchées massivement vers les plus modestes. Au total, entre la diminution des recettes liées à une moins grande collecte d'impôts, et la progression des dépenses, l'endettement de la France est ainsi passé de 2 380,1 milliards d'euros en fin 2019 à 2 739,2 milliards d'euros fin 2021, soit 360 milliards d'euros consacrés directement ou indirectement par la puissance publique à limiter la contagion de la maladie dans le pays et ses conséquences sociales.

<sup>2</sup> Le Produit Intérieur Brut vise à mesurer la richesse créée sur un territoire par tous les agents, privés et publics

<sup>3</sup> Insee, Le PIB progresse de 3,0 % au troisième trimestre. 2021 et revient à son niveau d'avant-crise (-0,1 % par rapport au quatrième trimestre 2019), Comptes nationaux trimestriels - première estimation - troisième trimestre 2021, Informations Rapides - 29 octobre 2021 - n° 281

<sup>4</sup> Estimation avancée du taux de pauvreté monétaire et des indicateurs d'inégalités. En 2020, les inégalités et le taux de pauvreté monétaire seraient stables, Insee analyses no 70, 03/11/2021.

<sup>5</sup> Crise Covid19 et surendettement des ménages : une baisse record du nombre de dossiers déposés en 2020, Bulletin de la Banque de France 238/2 - novembre-décembre 2021

<sup>6</sup> Odran Bonnet, Tristan Loisel, Tom Olivia (Insee), Impact de la crise sanitaire sur un panel anonymisé de clients de La Banque Postale Les revenus de la plupart des clients ont été affectés de manière limitée et temporaire, Insee Analyses n°69, 11/2021, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5760458>.

<sup>7</sup> Conseil d'analyse économique, Étienne Fize, Camille Landais et Chloé Lavest, Consommation, épargne et fragilités financières pendant la crise Covid : quelques enseignements additionnels sur données bancaires, Focus n°054-2021

<sup>8</sup> « Le surplus d'épargne s'est constitué surtout lors des mois de confinement en 2020 (mars, avril, mai et novembre). Son accumulation s'est poursuivie en 2021, mais de façon de moins en moins importante au fil des trimestres : le surplus ne s'est accru que de + 6 milliards d'euros au troisième trimestre 2021, après + 22 milliards au deuxième trimestre et 27 milliards au premier trimestre ». Source : L'impact de la crise du Covid-19 sur la situation financière des entreprises et des ménages, à fin octobre 2021

<sup>9</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5387932>

<sup>10</sup> Au troisième trimestre 2021, le taux d'emploi est au plus haut (67,5 %) et le taux chômage est quasi stable (8,1 %) chômage au sens du bit et indicateurs sur le marché du travail (résultats de l'enquête emploi) (bit) - troisième trimestre 2021, Informations Rapides - 19 novembre 2021 - n° 295

<sup>11</sup> Note : données révisées ; données CVS-CJO en date de jugement. Source : Banque de France (extraction du 12 janvier 2022 par l'Insee)

<sup>12</sup> Impact de la crise sanitaire sur un panel anonymisé de clients de La Banque Postale. Les revenus de la plupart des clients ont été affectés de manière limitée et temporaire, Insee analyses No 69, 03/11/2021

Les données de **perceptions** recueillies par le CREDOC **convergent** sur une situation de retour à l'avant crise pour une majorité de la population :

- > 55% de nos concitoyens indiquent en septembre 2021 devoir **se restreindre financièrement** régulièrement sur leurs dépenses, le taux était de 56% en janvier 2020.
- > 60% considèrent que la **crise sanitaire n'a pas changé leur situation financière.**
- > 52% sont inquiets du risque de chômage pour eux-mêmes ou leurs proches, soit -2 points par rapport à janvier 2020
- > Et le sentiment que **ses conditions de vie vont s'améliorer** au cours des cinq prochaines années, partagé par 24% de la population, est même plus répandu que début 2020 (18% partageaient cet avis), signe qu'une partie de la population estime que le plus dur est passé.

## Des catégories fragilisées

Si, dans l'ensemble, le tissu économique a été préservé, et la plupart des ménages protégés des conséquences de l'arrêt de la machine économique, certaines catégories semblent avoir toutefois été fragilisées économiquement. Nous avons ainsi demandé à plusieurs reprises (en avril 2020, septembre 2020, janvier 2021, mai 2021) aux interviewés si **la situation financière** de leur foyer avait évolué avec la crise sanitaire<sup>13</sup>. Il s'agit ici d'un point de vue global des ménages qui résume probablement différentes dimensions de leur équilibre financier : revenus et ressources, dépenses, stabilité de leur situation et perspectives à venir.

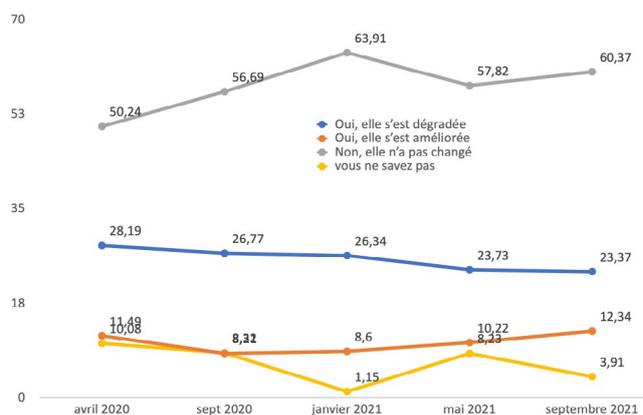
Les proportions évoluent relativement peu selon les moments d'interrogation. **Une majorité (entre 50 et 46% selon les vagues d'enquête) indique n'avoir pas observé d'impact de la crise sur leur situation financière.** Entre 28% et 23%, selon les moments d'interrogation, témoignent d'une dégrada-



© master1305 stock.adobe.com

tion de leur **situation financière**, soit une perception plus répandue que celle d'une amélioration (entre 9% et 12%). Au cours des 18 mois d'observation, la situation semble légèrement s'éclaircir puisque l'on constate une érosion de la proportion de Français qui signalent une dégradation, et un accroissement de la part indiquant une situation financière stable.

### Opinion sur l'évolution de la situation financière du foyer avec la crise sanitaire



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, vagues d'avril 2020, septembre 2020, janvier 2021, mai 2021, septembre 2021 empliées soit 15 000 interviews.

Nous avons choisi d'analyser les données recueillies sur l'ensemble des 15 000 interviews réalisées sur la période, afin de permettre des analyses robustes par sous-catégories. Les résultats qui suivent pointent donc des groupes de populations, catégories d'âge, professions, etc. qui déclarent avoir observé, à un moment donné, entre avril 2020 et septembre 2021 une altération de leur situation financière. L'analyse met en lumière plusieurs types de ménages.

### Fragilisation des actifs des secteurs « non essentiels » et du secteur du transport

Les personnes travaillant dans les **secteurs de l'hébergement et la restauration, dans les arts et spectacles** sont en première ligne. Leurs secteurs économiques ont été affectés durement par les confinements, couvre-feux, jauges à l'entrée, obligation de passe sanitaire, etc<sup>14</sup>. Même entre les périodes de restriction sanitaire, la fréquentation des lieux de spectacles, de loisirs, de tourisme<sup>15</sup> a chuté drastiquement pour différentes raisons : impossibilité pour la population à se projeter dans le futur et à prévoir, organiser, réserver ces activités, peur de la contagion et souhait d'être un bon citoyen en limitant ses interactions sociales au minimum, moindres déplacements, nouvelles habitudes prises.

<sup>13</sup> La question posée a un peu varié selon les vagues. En avril et septembre 2020 : Au final, diriez-vous que la situation financière de votre foyer a changé depuis les mesures de confinement ? En mai 21 : Au final, diriez-vous que la situation financière de votre foyer a changé en raison de la crise sanitaire ? En janvier 21 et septembre 21 La situation financière de votre foyer a-t-elle changé depuis les 3 derniers mois ?

<sup>14</sup> Voir par exemple, sur le tourisme, Atout France, *noteconjoncturenov2021.pdf* (atout-france.fr). Sur la situation des intermittents du spectacle, le rapport <https://www.vie-publique.fr/rapport/279603-situation-des-intermittents-du-spectacle-l-issue-de-l-annee-blanche>

<sup>15</sup> Sandra Hoibian. (2021). La crise du Covid, potion amère pour les vacances, Crédoc, Consommation & Modes de Vie CMV318

<https://www.credoc.fr/publications/la-crise-du-covid-potion-amere-pour-les-vacances> La crise du Covid, potion amère pour les vacances (credoc.fr)

La France a perdu en 2020 un tiers de son chiffre d'affaires de tourisme, Tourisme : 60 milliards de perte pour la France en 2020 | Vie publique.fr (vie-publique.fr) Le tourisme emploie plus de 2 millions de salariés directs et indirects, dont 1,4 million d'emplois directs. Les secteurs directement liés à l'arrivée de touristes, comme l'hôtellerie et la restauration, représentent environ 6% du PIB.

Le CNC indique 6,5 millions d'entrées au cinéma en 2020 contre 21,3 millions en 2019, Statistiques par secteur | CNC

A côté des loisirs, les activités liées à la mobilité ont été affectées. 36% des personnes occupant des emplois dans **le transport et entreposage** signalent un équilibre financier plus difficile. Si des aides financières significatives ont été mises en place pour différents secteurs (année blanche pour les intermittents du spectacle, fonds de soutien etc.), les impacts négatifs n'ont, visiblement pas pu être complètement évités. Les « **nouveaux** » entrants (jeunes ou moins jeunes) **n'ont pu prouver une activité pré-covid, ou être embauchés**. Le chômage partiel a représenté une **décote de salaire** non négligeable pour les bas revenus. L'OFCE estime par exemple que les salariés en chômage partiel ont perdu 410 euros en moyenne pour huit semaines de confinement.

### Précaires, bas revenus, indépendants

Deuxième profil : les **actifs éloignés de ressources stables** – indépendants, chômeurs, personnes en CDD, intérimaires **ou dont l'équilibre financier était déjà sur le fil avant la crise** – bas revenus, ouvriers, employés, foyers monoparentaux – signalent une situation financière dégradée par la crise pandémique. Ceux travaillant dans des **entreprises privées** sont aussi plus fragilisés que les fonctionnaires.

Une autre analyse menée à partir de l'enquête CREDOC de mai 2021 mettait en lumière un profil très proche<sup>16</sup> d'actifs modestes déclarant avoir été vulnérabilisés par la crise sanitaire, et en prise avec de multiples difficultés (pauvreté mais aussi isolement relationnel, relégation territoriale, difficultés de logement, problèmes de santé). Il faut dire que les dépenses des **bas revenus** ont été complexifiées (arrêt de la cantine, réduction de la diversité des types de commerce permettant moins d'optimiser les dépenses, ...). Leurs ressources plus durement touchées : la décote de salaire du chômage partiel impacte davantage des budgets déjà serrés, le quasi-arrêt de l'économie informelle (petits jobs étudiants, travail non déclaré) limite les moyens d'arrondir ses fins de mois.

Une partie de ceux-ci ont tenté de rebondir via la création d'entreprise. L'Insee qualifie ainsi l'année 2020 d'année record sur le plan de la création d'entreprise. Dans le détail, cette progression est principalement portée par la poursuite du développement de **l'auto-entrepreneuriat**<sup>17</sup>. Or les revenus des auto-entrepreneurs sont, en moyenne, de **580 euros mensuels**<sup>18</sup>. Soit **un montant quatre fois inférieur au salaire d'un salarié** du secteur privé (en moyenne 2 424 euros nets par mois en équivalent temps plein (EQTP))<sup>19</sup>. La création de sociétés, potentiellement pourvoyeuse d'emplois plus stables et rémunérateurs a, quant à elle, été stable en moyenne, voire orientée à la baisse dans les secteurs « non essentiels » ou touchés

par la diminution des déplacements (-13% de création de sociétés d'hébergement-restauration, -18% dans le transport, -28% de sociétés dans le secteur des arts, spectacles et activités récréatives)<sup>20</sup>.

A ces ressources financières limitées, s'ajoute pour ces indépendants, un équilibre financier sur le fil lié à une plus **grande incertitude** sur la pérennité de leurs revenus, notamment dans des secteurs durablement affectés, et un accès plus limité à différents types de protection (mutuelle, prévoyance, etc). S'ajoute enfin pour les indépendants également des **inquiétudes** sur leur capacité à s'acquitter des dettes liées aux cotisations reportées au plus fort de la crise qui devront, à terme, être remboursées.

L'enquête CAMME de l'Insee indique<sup>21</sup> que la proportion de ménages avec au moins un indépendant **qui déclarent s'endetter a particulièrement augmenté** pendant les deux premiers confinements : elle est passée de 13 % à 32 % à la suite du premier (de mars à mai) et de 20 % à **30 %** à la suite du deuxième (d'octobre 2020 à janvier 2021). Et selon l'Insee, les associations d'aide alimentaire font état d'une augmentation de 7% des inscriptions à l'aide alimentaire, avec l'apparition de nouvelles catégories de bénéficiaires, dont les travailleurs indépendants.

### Catégories qui signalent plus souvent que la moyenne une dégradation de la situation financière de leur foyer avec la crise sanitaire

En moyenne dans l'ensemble de la population française (n=15000)

Travaille dans l'hébergement et la restauration (n=201)	47%
A connu du chômage partiel (n=1079)	42%
A vu son CDD non renouvelé (n=535)	42%
Travaille dans le secteur des arts, spectacles et activités récréatives (n=85)	41%
Indépendants (n=682)	39%
Chômeur (n=1080)	39%
Est en intérim (n=610)	38%
Dispose de bas revenus (n=4236)	37%
Travaille dans le secteur Transport et entreposage (n=352)	36%
Foyer monoparental (n=627)	36%
Ouvrier (n=1926)	35%
À durée déterminée (n=1467)	34%
Travaille dans le secteur des autres activités de services aux entreprises (n=471)	33%
Travaille dans le secteur Activités de services administratifs et de soutien (n=135)	32%
Couple avec enfants (n=3815)	32%
Employé (n=2253)	31%
25 à 39 ans (n=2842)	31%
A créé son activité (n=604)	31%
D'une entreprise privée (n=4921)	30%

Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, vagues d'avril 2020, septembre 2020, janvier 2021, mai 2021, septembre 2021 empliées soit 15 000 interviews

<sup>16</sup> Sandra Holbain, Patricia Crouette. (2021). Quatre millions de Français fragilisés par la crise sanitaire, Crédoc, Consommation & Modes de Vie CMV320 <https://www.credoc.fr/publications/quatre-millions-de-francais-fragilises-par-la-crise-sanitaire>

<sup>17</sup> Un nouveau record de créations d'entreprises en 2020 malgré la crise sanitaire, Insee Première No 1837, 03/02/2021 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5016913>

<sup>18</sup> Professions libérales – Emploi et revenus des indépendants | Insee

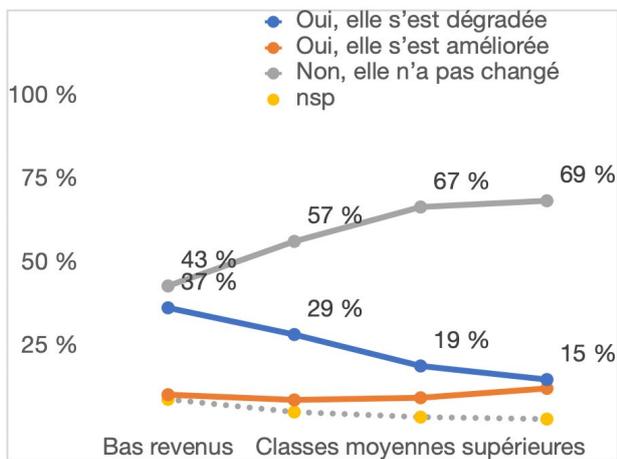
<sup>19</sup> En 2019, le salaire net moyen dans le secteur privé a progressé de 1,2 % en euros constants - Insee Première - 1863

<sup>20</sup> Un nouveau record de créations d'entreprises en 2020 malgré la crise sanitaire - Insee Première - 1837

<sup>21</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5387932>

La crise a ainsi **amplifié les difficultés rencontrées par les catégories modestes et classes moyennes inférieures.**

### L'opinion sur la situation financière au cours des trois derniers mois entre avril 2020 et septembre 2021 selon le niveau de vie



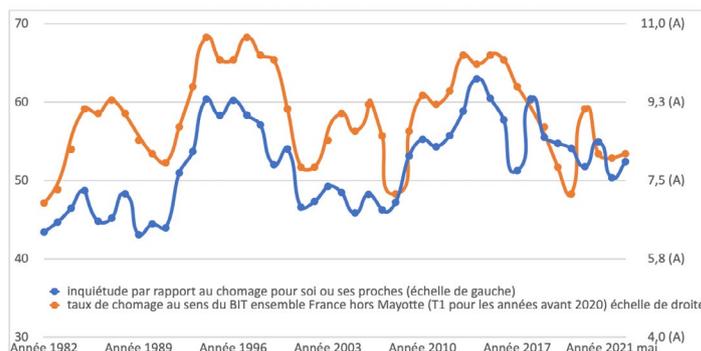
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, vagues d'avril 2020, septembre 2020, janvier 2021, mai 2021, septembre 2021 empliées soit 15 000 interviews

### Un avenir professionnel ébranlé

Les inquiétudes des Français (pour eux-mêmes ou leurs proches) de **perdre leur emploi** dessinent, depuis quarante ans qu'elles sont suivies dans l'enquête, une courbe très proche de la courbe du taux de chômage au sens du BIT mesurée par l'Insee. Le début de la crise sanitaire fait exception à la règle, en liaison avec la baisse « en trompe l'œil » du chômage notamment pendant le premier confinement. Comme l'explique l'Insee, un grand nombre de personnes sans emploi, même souhaitant travailler, n'avaient pas effectué de démarches de recherche active d'emploi et donc ne vérifiaient pas les critères du BIT pour être comptabilisées comme chômeurs.

En septembre 2021, 52% de la population se disent inquiets pour eux ou leurs proches de perdre leur emploi, une proportion **légèrement inférieure à celle mesurée en janvier 2020** (-3 points), pour un taux de chômage observé très comparable. **La population est donc relativement sereine en moyenne** sur ce plan. Le niveau d'anxiété sur le front de l'emploi est bien en deçà des pics observés en 2014, après de difficiles années à la suite de la crise des subprimes où le taux de chômage culminait effectivement à 10,1%, ou de celui observé lors de la crise du début des années 90 où le taux de chômage et les inquiétudes afférentes étaient également au plus haut. Dit autrement **le ressenti des ménages concernant le chômage converge avec les taux mesurés.**

### Taux de chômage au sens du BIT et inquiétudes pour soi et ses proches du risque de chômage



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, vagues d'avril 2020, septembre 2020, janvier 2021, mai 2021, septembre 2021 empliées soit 15 000 interviews



© Gorodenkoff stock.adobe.com

Mais en dissonance avec la tonalité positive dominante, les publics dont la situation financière a déjà été dégradée par la crise se montrent aussi les plus **pessimistes quant à leurs perspectives professionnelles<sup>22</sup>** :

- › les personnes en situation professionnelle précaire : chômeurs, intérimaires, contrats à durée déterminée (et en particulier ceux qui ont vu leurs CDD non renouvelés pendant la période), qui ont créé leur activité pendant la période ;
- › les profils peu diplômés, ouvriers, employés, classes moyennes inférieures, et en liaison, les femmes ;
- › les chargés de famille, et en particulier les foyers monoparentaux, et en liaison les femmes et 25-39 ans ;
- › les personnes qui travaillent dans des entreprises privées ;
- › ces actifs inquiets pour leur avenir sont présents dans différents secteurs : services aux particuliers, hébergement -restauration, transport et entreposage, arts et spectacles, ainsi que agriculture, industrie manufacturière, activités de services administratives de soutien.

<sup>22</sup> Rappelons que niveau de vie et situations professionnelles sont étroitement corrélées, selon l'INSEE « Parmi les 10 % des personnes au niveau de vie le plus faible, il y a moins de personnes en emploi salarié que parmi les niveaux de vie plus élevés. De plus, parmi celles qui travaillent, les trajectoires précaires sont fortement surreprésentées, avec de plus faibles durées d'emploi dans l'année. Moins souvent en emploi salarié dans l'année, les personnes les plus modestes seraient donc moins nombreuses à avoir bénéficié du dispositif d'activité partielle », <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5762455>.

## Catégories les plus inquiètes pour elles-mêmes ou leurs proches des risques de chômage

### Inquiet des risques de chômage

Chômeur (n=1043)	73%
A vu son CDD non renouvelé (n=535)	70%
A été en chômage partiel (n=1079)	65%
Intérimaire (n=599)	67%
A crée son activité (n=604)	61%
À durée déterminée (n=1461)	64%
Autres activités de services aux particuliers (n=595)	64%
Commerce (n=676)	63%
Ouvrier (n=1893)	63%
Hébergement et restauration (n=182)	63%
Agriculture, sylviculture et pêche (n=130)	62%
Bas revenus (n=3995)	62%
Transport et entreposage (n=349)	61%
Arts, spectacles et activités récréatives (n=90)	60%
Non diplômé (n=850)	60%
Employé (n=2575)	60%
Industrie manufacturière (n=456)	60%
Foyer monoparental (n=627)	59%
Personne sans enfants vivant avec d'autres personnes (colocataires, parents...) (n=2151)	58%

Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, vagues d'avril 2020, septembre 2020, janvier 2021, mai 2021, septembre 2021 empliées soit 15 000 interviews

### Des jeunes fragilisés mais qui espèrent en l'avenir

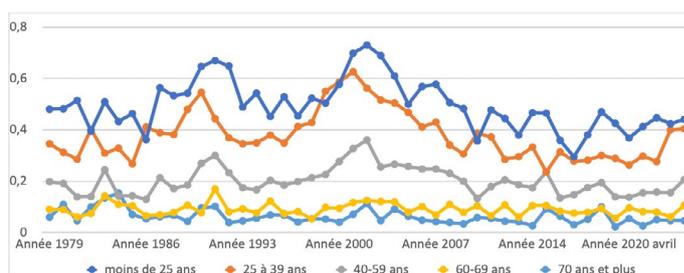
Nous l'évoquons au début de ce document, le regard porté sur sa situation financière forme un résumé de différentes dimensions économiques. Il intègre aussi une dimension d'optimisme/pessimisme envers l'avenir.

Sur ce dernier point, **les jeunes se distinguent par un regard toujours plus positif que les autres classes d'âge sur leurs perspectives financières à venir**, au cours des quarante dernières années, et la période pandémique ne fait pas exception. Cela s'explique aisément par l'effet cycle de vie : on est d'autant plus optimiste sur l'amélioration future de ses conditions de vie qu'il reste d'années devant soi. L'écart de projection était toutefois beaucoup plus marqué au moment de la période de très forte croissance du début du millénaire, liée au boom des technologies de l'information. Il est moins présent aujourd'hui, mais sans que l'on puisse imputer ce phénomène à la crise épidémique puisqu'il lui pré-existait. Les inquiétudes par rapport au réchauffement climatique viennent possiblement nourrir le sentiment de la jeunesse que les conditions de vie à l'avenir n'iront pas en s'améliorant.



© disq stock.adobe.com

### Estime que ses conditions de vie vont s'améliorer dans les 5 prochaines années



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, vagues d'avril 2020, septembre 2020, janvier 2021, mai 2021, septembre 2021 empliées soit 15 000 interviews

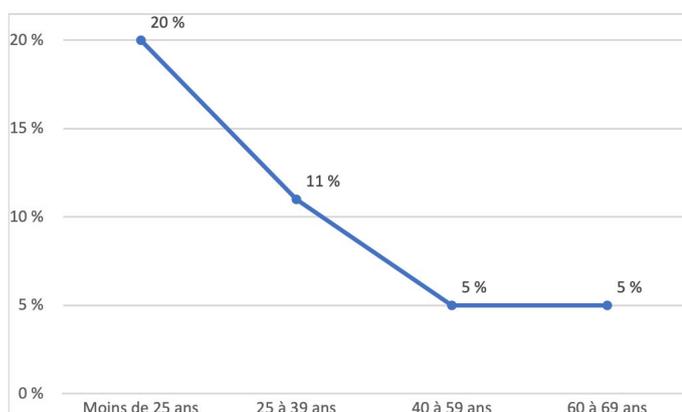
**Les plus jeunes ne signalent pas particulièrement une situation financière dégradée par le ralentissement économique lié à l'épidémie (25% sur la période vs 26% en moyenne).** L'attitude résolument optimiste par rapport à l'avenir vient ici masquer une réalité plus sombre :

- Sur le front de l'emploi, **avant la crise, les jeunes** étaient plus souvent en emplois précaires. 38 % des 15-29 ans étaient en contrats précaires (principalement des contrats à durée déterminée, du privé comme du public, mais aussi des intérimaires, des contrats aidés et des apprentis) contre 13,7% de l'emploi total. Les 15-29 ans formaient à eux seuls la moitié des précaires (INSEE, 2018). Les jeunes travaillent plus souvent dans le secteur de **l'hébergement ou de la restauration**, 9% des 18-24 ans contre 5% des 25-29 ans et 3% des 30-64 ans (Insee portrait social 2021)
- La pandémie est venue encore fragiliser leur situation professionnelle :
  - > Le **non-renouvellement des CDD** a mécaniquement davantage touché les jeunes pendant la période (20% contre 5% des plus âgés entre avril 2020 et septembre 2021 selon notre enquête)
  - > Les jeunes ont été davantage touchés par le chômage partiel (46% des 18-24 ans en emploi avant le 1<sup>er</sup> confinement sont passés par du **chômage partiel** en mai 2020 vs 35% chez les 25 ans et plus) ; 26% sont passés par du chômage technique total vs 15% des plus de 25 ans (Epicov, Inserm Drees).

<sup>23</sup> Conseil d'analyse économique, Étienne Fize, Camille Landais et Chloé Lavest, "Consommation, épargne et fragilités financières pendant la crise Covid : quelques enseignements additionnels sur données bancaires. Focus n°054-2021

- Les embauches des moins de 26 ans en CDI ont baissé entre 2019 et 2020 de 14% (Dares 2021). Sur le plan des **revenus**, ces différents facteurs (coup de frein aux petits jobs et emplois temporaires saisonniers ainsi que la décote des revenus lors des périodes de chômage partiel) expliquent que les ménages dont la personne de référence a entre 25 et 34 ans sont ainsi beaucoup plus nombreux à déclarer en mars 2021 une baisse de revenu d'au moins 50 euros depuis mars 2020, (32 %) vs 9% des 75 ans et plus (Insee, CAMME, vagues entrantes de janvier à mars 2021 empilées.)
- Les travaux du CAE à partir des données de **comptes bancaires** montrent un recul du revenu entre 5 à 10% chez les jeunes actifs autonomes<sup>23</sup>.

### A vu son CDD non renouvelé au cours des 3 derniers mois

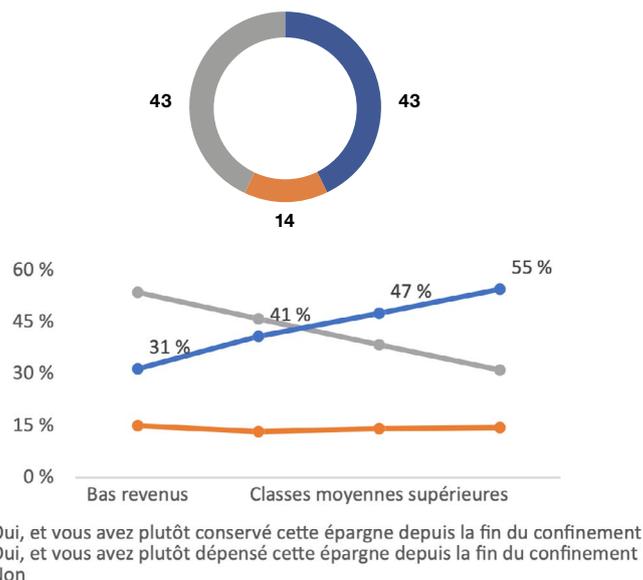


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, vagues d'avril 2020, septembre 2020, janvier 2021, mai 2021 et septembre 2021 empilées

## Et d'autres, plus aisés, dont la situation s'est améliorée

Si certaines catégories ont été fragilisées (jeunes, bas revenus, indépendants, travailleurs précaires ou de certains secteurs), d'autres, initialement **plus aisés**, ont vu leur situation financière s'améliorer. Les ménages en haut de l'échelle des revenus sont en effet beaucoup plus nombreux dans l'enquête Crédoc à indiquer s'être constitués un matelas de précaution lors du premier confinement.

### A mis de l'argent de côté pendant la période de [premier] confinement



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, septembre 2020

L'analyse des données bancaires réalisée par le Conseil d'analyse économique<sup>24</sup> montre que près de 70 % du surcroît de l'épargne constituée pendant le confinement se concentre sur 20 % des ménages les plus aisés. La note de conjoncture auprès des ménages de l'Insee du 11 mars 2021, à partir de données bancaires (Crédit mutuel) estime que le patrimoine du dernier quartile de patrimoine a progressé d'un peu plus 10 000 euros, alors qu'il est resté quasi identique pour les ménages du premier quartile de patrimoine.

Ces différences s'expliquent par plusieurs facteurs. Avec la fermeture des lieux de sorties, les difficultés et restrictions de déplacement, et pour éviter de contracter le virus ou de le transmettre, les loisirs, vacances ont été fortement restreints. Or, additionnés, **les budgets loisirs culture restauration et hôtels** pèsent 16.6% du budget des ménages en moyenne en 2017, avec de fortes variations selon le niveau de vie. Les ménages modestes (1<sup>er</sup> quintile) consacrent 12.4% de leur budget à ces dépenses contre 20.7% des ménages aisés (5<sup>ème</sup> quintile)<sup>25</sup>. L'analyse des données bancaires réalisée par le CAE montre que « depuis mars 2020, **la baisse de la consommation est plus importante (relativement à l'année précédente) pour les ménages les plus riches** et cet effet reste assez persistant tout au long de l'année. Le rebond de la consommation des ménages modestes a, au contraire, été très fort après le premier confinement ».

<sup>24</sup> CAE, David Bouinie(1), Youssouf Camara(2), Étienne Fize(3), John Galbraith(4), Camille Landais(5), Chloé Lavest(6), Tatiana Pazem(7) et Baptiste Savatier(8), Dynamiques de consommation dans la crise : les enseignements en temps réel des données bancaires, Conseil d'analyse économique, Focus N° 049-2020, Octobre 2020 ;<sup>14</sup> Voir par exemple, sur le tourisme, Atout France, noteconjoncturenov2021.pdf (atout-france.fr). Sur la situation des intermittents du spectacle, le rapport <https://www.vie-publique.fr/rapport/279603-situation-des-intermittents-du-spectacle-issu-de-l'annee-blanche>

<sup>25</sup> Enquête budget des familles 2017, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4764315>

<sup>26</sup> Selon la Dares en janvier 2022, 31% des salariés sont en télétravail dans les entreprises de plus de 500 salariés contre 11% dans les structures de 10 à 19 salariés. (Enquête Acemo, spécial covid) DARES, Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre pendant la crise sanitaire Covid-19 Vue d'ensemble des résultats de l'enquête flash – Janvier 2022

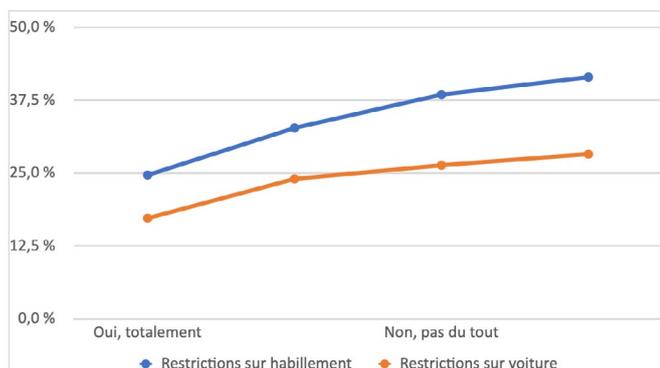
<sup>27</sup> Enquête Conditions de vie et aspirations du Crédoc, Vagues d'avril 20, septembre 20, janvier 21, mai 21, sept 21 empilées

Autre facteur différenciant, **le télétravail**, est plus souvent accessible pendant la période aux cadres et professions intellectuelles supérieures (63%) et aux personnes travaillant dans les grandes entreprises<sup>26</sup> qu'aux employés (19%) ou ouvriers (6%)<sup>27</sup>. Le recours au télétravail a ainsi pu limiter les dépenses de transports, d'habillement, d'alimentation de ceux-ci. Les données de l'enquête montrent en effet un lien très net entre la proportion de télétravail, et le sentiment d'amélioration de la situation financière. En particulier, le sentiment de devoir se restreindre sur les dépenses de représentation (habillement) ainsi que les difficultés à assumer ses charges liées à la voiture culminent lorsque la personne continue à se rendre sur son lieu de travail.



© Marina Andreichenko stock.adobe.com

**Plus la personne est en télétravail et moins elle éprouve un sentiment de restriction financière sur l'habillement ou les dépenses liées à la voiture**



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, cumul des vagues d'avril 20, sept 20, janvier 21 et mai 21, résultat au sein des actifs, soit 8382 répondants.

## Conclusion

La crise sanitaire du covid-19 a été singulière sur le plan économique tant dans son caractère soudain et massif que dans les mesures apportées par la puissance publique pour y faire face (confinements et restrictions diverses, plan de soutien massifs à l'économie...). Globalement la stratégie de soutien à l'économie s'est révélée gagnante pour les ménages dont les finances ont été, pour la grande majorité, préservées. Toutefois la période est venue renforcer des lignes de clivage pré-existantes d'une part entre les publics insérés en emploi stable et ceux en emploi plus précaires (intérim, micro-entrepreneurs), et d'autre part entre des bas revenus et jeunes plus durement touchés par la crise, et des hauts revenus et personnes d'âge mur s'étant constitué un matelas d'épargne supplémentaire à la faveur de la période.

La ligne de partage entre les secteurs jugés essentiels et les autres a créé une nouvelle ligne de faille, en fragilisant des activités bénéficiant jusque-là d'une dynamique économique positive (tourisme, culture, loisirs, événementiel), avec de potentielles conséquences de long terme liés aux nouvelles habitudes prises pendant la période (accélération de la numérisation des loisirs, diminution des déplacements avec l'essor du télétravail des cadres, etc.).

Ces constats viennent mettre un coup de projecteur sur la nécessité de l'évolution du modèle de protection sociale, pour prendre en compte les nouvelles formes d'emploi flexibles, qui se révèlent moins protégées en cas de choc (que l'on pense à d'autres épidémies, mais aussi aux questions climatiques ou énergétiques). Ils posent également la question des modes de décision et de la démocratie en temps de crise, pour garantir l'équité et la protection de tous, et en particulier de l'impact des décisions sur les plus fragiles économiquement et les nouvelles générations.

## Focus sur l'agglomération parisienne : des impacts contrastés

L'analyse selon les quatre grands types de communes : petites unités urbaines de moins de 20 000 habitants - unités urbaines moyennes entre 20 000 et 100 000 habitants - grandes agglomérations de plus de 200 000 habitants – et agglomération parisienne met en évidence un impact particulièrement fort et contrasté en **agglomération parisienne**.

Celle-ci se caractérise en effet à la fois :

› par **des impacts économiques de plus grande ampleur** :

- » Les emplois salariés dans le **tourisme** y sont beaucoup plus nombreux qu'ailleurs (420 000 en 2017)<sup>28</sup>. La région attire ordinairement plus qu'ailleurs une clientèle internationale et un tourisme d'affaires. Ce qui explique **une plus forte baisse de l'activité touristique dans la région avec la crise**. Selon Atout France<sup>29</sup>, le taux d'occupation de l'hôtellerie qui avait dégringolé en dessous de 20% au premier confinement, restait en octobre 2021 encore inférieur de -23% par rapport à 2019 contre -5.4% en régions.
- » **L'économie de la culture**<sup>30</sup> y est particulièrement forte, avec une sur-représentation des emplois précaires.

› par **une plus grande polarisation des situations économiques**.

- » L'Île de France est la région où le **niveau de vie médian est le plus élevé**. En 2018, il s'établit à 23 860 euros par an, contre 21 650 euros en France (Insee). Cependant, les disparités sont très fortes dans la région et le **taux de pauvreté** s'élève à 15,6 %, soit plus que la moyenne nationale.
- » On y repère une forte présence de **cadres et professions intellectuelles supérieures** : 32 % des emplois franciliens contre 15% en province. Et des activités **tertiaires** (63% de l'emploi total en 2020 contre 49% en moyenne en France métropolitaine)<sup>31</sup>, et des grandes entreprises expliquant un recours au télétravail beaucoup plus massif pendant la période (43% en agglomération parisienne contre 29% en moyenne sur la période d'avril 2020 à septembre 2021).

Ce qui explique que les habitants de l'agglomération parisienne se distinguent à la fois par un taux plus élevé de personnes signalant être passés par une période de chômage partiel, mais aussi avoir trouvé ou retrouvé un emploi, créé ou démarré une activité professionnelle.

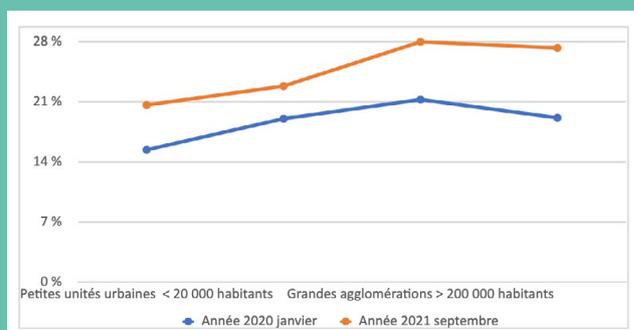
	Petites unités urbaines moins de 20 000 habitants	Moyennes unités urbaines entre 20 000 et 100 000 habitants	Grandes agglomérations de plus de 200 000 habitants	Agglomération parisienne	Total
A connu une période de chômage partiel	19 %	20 %	21 %	27 %	21%
A été concerné par le non-renouvellement de votre contrat de travail ou l'arrêt de votre activité professionnelle	8 %	10 %	9 %	8 %	9%
A trouvé ou retrouvé du travail	8 %	7 %	10 %	10 %	9%
A créé ou démarré une activité professionnelle	4 %	5 %	6 %	8 %	6%

Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, cumul des vagues d'avril 2020, septembre 20, janvier 21 et mai 21, soit 15 000 répondants

Est-ce parce qu'ils ont davantage été éprouvés par la période et qu'ils anticipent de ce fait un futur forcément meilleur ? ou parce que le dynamisme du marché du travail dans les grandes agglomérations est davantage de nature à insuffler l'optimisme ? Est-ce en liaison avec la forte augmentation des prix de l'énergie<sup>32</sup> qui touche plus durement les automobilistes d'autant plus présents que l'on est dans des communes rurales ?

L'enquête Conditions de vie montre que les ménages anticipent d'autant plus une amélioration de leurs conditions de vie dans les cinq années à venir qu'ils résident dans de grandes agglomérations. L'écart de perceptions était déjà présent avant la crise, mais celle-ci semble l'avoir renforcé.

### Estime que ses conditions de vie vont s'améliorer dans les cinq prochaines années



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations vagues septembre 2021 (3000 répondants) et janvier 2020 (3000 répondants).

<sup>28</sup> DGE, Mémento du tourisme 2018

<sup>29</sup> Atout France Note de conjoncture de l'économie touristique, novembre 2021

<sup>30</sup> L'Île-de-France, première région française de l'économie culturelle, Insee Analyses Ile-de-France No 82, 19/04/2018

<sup>31</sup> [https://www.insee.fr/fr/statistiques/2012798#tableau-TCRD\\_027\\_tab1\\_regions2016](https://www.insee.fr/fr/statistiques/2012798#tableau-TCRD_027_tab1_regions2016)

<sup>32</sup> Les prix de l'énergie se sont envolés + 21,6 % sur un an en novembre 2021. <https://blog.insee.fr/prix-de-lenergie-carburants-gaz-electricite-un-tierce-en-hausse/>

## Le CREDOC

Le CRÉDOC, Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie, est un **organisme d'études et de recherche au service des acteurs de la vie économique et sociale**.

Depuis sa création, il y a maintenant plus de 60 ans, le CRÉDOC analyse et anticipe le comportement des individus dans leurs multiples dimensions : citoyens, consommateurs, salariés,...

Le CRÉDOC développe des outils méthodologiques qui intègrent les acquis les plus récents de la recherche et qui garantissent la qualité de ses travaux d'études avec un spectre très large de méthodes allant de l'analyse data prédictive sur des données massives, à l'interrogation qualitative en profondeur, en passant par la réalisation d'enquêtes, ou d'observations. Cela lui permet de produire des analyses synthétiques sur la société française qui sont rendues publiques et qui participent au débat national.

Le CREDOC a mis en place depuis 1978 un dispositif permanent d'enquêtes sur **les Conditions de vie, et aspirations des Français**. Cette enquête réalisée est auprès d'un échantillon représentatif de la population française comprenant 3400 personnes (méthode des quotas) par vague. Avec trois vagues par an depuis 2020 en janvier, mai et septembre (deux vagues par an auparavant).

L'échantillon est interrogé depuis 2015 par questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview) auprès des membres d'un panel en ligne<sup>33</sup>.

A chaque vague d'enquête, un échantillon renouvelé de 3400 personnes âgées de 15 ans et plus résidant en France (France métropolitaine, Corse et DROM) est constitué selon la méthode des quotas. Ces quotas (région, taille d'agglomération, âge, sexe, habitat individuel ou collectif et PCS) sont calculés d'après le dernier recensement général de la population. La durée médiane du questionnaire est entre 50 minutes et une heure selon les vagues.

Afin d'assurer la représentativité par rapport à la population nationale, un redressement final est effectué en fonction des critères suivants : variable croisée sexe x âge, région, taille d'agglomération, PCS de la personne interrogée, logement individuel ou collectif ainsi qu'une variable croisée âge x niveau de diplôme.

### Pour en savoir plus :

<https://www.credoc.fr>

# CRÉDOC

<sup>33</sup> Les données de l'enquête Conditions de vie et aspirations antérieures à 2015 ont été recueillies par la méthode du face-à-face, auprès de la population âgée de 18 ans et plus résidant en France métropolitaine. En 2015, le recueil s'est fait simultanément en face-à-face et par internet via des panelistes, à chaque fois auprès de 2 000 personnes de 18 ans et plus. Cette expérience a donné lieu à une analyse de l'impact du mode de recueil sur les réponses à une enquête d'opinion en population générale Patricia Croutte – Emille Daudey – Sandra Hoibian du Crédoc et Stéphane Legleye - Géraldine Charrance de l'Ined, Une approche de l'effet du passage sur internet d'une enquête en population générale, Cahier de recherche n°323, décembre 2015, <https://www.credoc.fr/publications/une-approche-de-leffet-du-passage-sur-internet-dune-enquete-en-population-generale>.

## Auteure

**Sandra HOIBIAN, Directrice du Pôle « Société » du CRÉDOC.**

Docteure en sociologie de l'EHESS et diplômée de Paris Dauphine en marketing et stratégie, Sandra Hoibian a 25 ans d'expérience dans la recherche et le conseil. Ses travaux portent sur la cohésion sociale, et ses multiples facettes : valeurs, inégalités, discriminations, parité, lien social, laïcité, diversité. Sa thèse de doctorat portait en particulier sur les évolutions de la cohésion sociale, à l'aune de l'individualisation. Elle dirige actuellement le programme de recherche COSOCO financé par l'ANR et portant sur l'impact de la crise Covid sur la cohésion sociale. Elle porte l'expertise sociétale du CREDOC et rédige chaque année la Note de conjoncture sociétale du CREDOC, sur souscription, qui met en évidence les tendances de long terme et les phénomènes émergents qui traversent la société française.



**Ensemble,  
faisons grandir  
la France**

[caissedesdepots.fr](http://caissedesdepots.fr)